



Droits de la personne et soutien du Canada envers la campagne antiterrorisme du gouvernement des Philippines

La Coalition internationale pour les droits de l'homme aux Philippines — Section Canada (ICHRP-Canada) et les organisations soussignées demandent au gouvernement du Canada de cesser de soutenir la campagne antiterroriste du gouvernement des Philippines. Plus précisément, nous recommandons d'exclure les Philippines des programmes de lutte contre le terrorisme des États membres de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) financés par le Canada, par l'intermédiaire du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes, qui relève notamment d'Affaires mondiales Canada. L'ICHRP-Canada et les organisations soussignées estiment que les activités antiterroristes du gouvernement philippin contreviennent aux normes et aux standards internationaux. Le Canada risque donc d'être complice des violations des droits de la personne qui en découlent.

Soutien du Canada envers la campagne antiterroriste du gouvernement des Philippines

De 2017 à 2021, le gouvernement des Philippines était l'un des bénéficiaires de l'enveloppe de 13 millions de dollars allouée au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité et le terrorisme dans les pays de l'ANASE. Le programme inclut la formation, le financement, l'équipement et l'aide technique et juridique pour la prévention et l'intervention conformément aux normes et aux obligations internationales relatives à la lutte contre le terrorisme et aux droits de la personne. Les Philippines ont reçu des fonds dans le cadre de trois programmes d'aide au renforcement des capacités antiterroristes (PARCA) :

- Le Programme de développement des capacités pour renforcer les capacités et les compétences antiterroristes de l'ANASE (TRACE), dont l'objectif est d'identifier et de surveiller les terroristes et les extrémistes violents.
- Le Projet Sunbird, visant à intensifier les efforts de lutte contre le terrorisme par diverses activités de renforcement des capacités et à faciliter les échanges de renseignements entre les pays de l'ANASE et avec Interpol.
- L'Appui à la lutte contre le financement du terrorisme, pour combattre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme en fournissant de la formation et des ressources aux institutions concernées, dont les corps policiers et les ministères des Finances, sur l'application efficace des instruments de financement antiterroristes des Nations Unies et d'autres normes internationales.

(Voir Canada.ca : *Nouvel appui du Canada en Asie du Sud-Est*)

De plus, selon les *Rapports statistiques sur l'aide internationale* d'Affaires mondiales Canada (AMC), l'aide au développement officielle a fourni de l'argent et d'autres formes d'aide bilatérale à hauteur de 620 000 \$, en 2018-2019, et de 350 000 \$, en 2019-2020, au Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes. L'AMC a également alloué 1,8 million \$, en 2018-2019, et 320 000 \$, en 2019-2020, à des programmes non précisés de la catégorie « Sécurité internationale et affaires politiques ».

Les raisons pour lesquelles le Canada devrait cesser de soutenir la campagne antiterrorisme du gouvernement des Philippines

Le gouvernement des Philippines instrumentalise sa campagne antiterrorisme pour criminaliser la dissidence et cibler les défenseurs des droits de la personne au détriment de la démocratie. Cela s'est traduit par des milliers d'exécutions, d'accusations mensongères, de fouilles arbitraires et illicites, d'arrestations et d'emprisonnements, entre autres violations graves des droits de la personne, et par la diffamation des opposants, qualifiés de terroristes ou de communistes.

Après la création du Groupe de travail national pour mettre fin au conflit armé communiste local (NTF-ELCAC), en décembre 2018, le réseau des droits de la personne Karapatan a documenté 204 exécutions extrajudiciaires, 12 disparitions forcées et 2 085 redditions forcées ou factices de citoyens ordinaires, soupçonnés à tort par les forces de sécurité d'être des membres ou des partisans de la Nouvelle Armée populaire, une branche armée du Parti communiste des Philippines. Parmi les 424 victimes d'exécutions extrajudiciaires recensées depuis la montée au pouvoir du président Rodrigo Duterte, en 2016, figuraient 216 défenseurs des droits de l'homme.

La campagne antiterroriste du gouvernement a fait des milliers de victimes, dont les personnes suivantes :

- Randy Echanis, consultant de la paix et militant pour les droits des paysans, assassiné le 10 août 2020 à Manille. Huit jours plus tard, Zara Alvarez, travailleuse des droits de la personne, a été abattue à Bacolod. Tous deux figuraient sur une liste non vérifiée de 656 « terroristes », déposée par le ministère de la Justice auprès du tribunal régional de première instance en février 2018. Ils ont continué de recevoir des menaces de mort après que leurs noms eurent été supprimés de la liste.
- Neuf chefs autochtones Tumandok opposés à la construction d'un barrage ont été tués le 31 décembre 2020 dans des opérations policières sur l'île de Panay. Le 3 mars 2021, l'avocat des victimes, Angelo Karlo Guillen a été agressé et poignardé à la tête et au cou. Le 7 mars 2021, deux jours après que le président Duterte a ordonné aux forces de sécurité « d'achever » les rebelles communistes, neuf militants marqués d'une « étiquette rouge » ont été tués pendant des opérations policières dans la région de Calabarzon.
- En mars 2021, les comptes bancaires du Centre Missionnaire Haran de l'Église unie du Christ aux Philippines ont été gelés par le Conseil de lutte contre le blanchiment d'argent sous prétexte que les fonds servaient à financer le terrorisme. Le Centre Haran offre un sanctuaire et une école alternative aux peuples autochtones déplacés par des opérations militaires. Lorraine Badoy, porte-parole du NTF-ELCAC, a qualifié la Mission de « complice des groupes terroristes communistes ».
- Des mandats d'arrestation abusifs ont été émis par Hermogenes Esperon, vice-président du NTF-ELCAC, au nom de Cristina Palabay — secrétaire générale de Karapatan et lauréate 2021 du prix franco-allemand des droits de l'Homme et de l'État de droit —, et de neuf autres agents de Karapatan, membres de l'organisation Rural Missionaries of the Philippines et de l'Alliance des femmes Gabriela, après que les défenseurs des droits de la personne ont déposé un recours en amparo et en *Habeas data* pour bénéficier d'une protection juridique.

Les lois et les politiques conçues par le gouvernement des Philippines pour les besoins de sa campagne ont de graves répercussions sur les droits de la personne. (*Déclaration de Michelle Bachelet, Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, 30 juin 2020*)

En décembre 2019, le président Duterte a créé le NTF-ELCAC par le décret n° 70, lequel institutionnalise une « approche nationale » en « synchronisant les leviers gouvernementaux » pour mettre fin à l'insurrection communiste. Alors que la gestion des forces d'insurrection incombait autrefois uniquement aux Forces armées et à la police nationale, tous les ordres du gouvernement sont maintenant mobilisés dans le cadre de la campagne antiterroriste menée par le NTF-ELCAC. (Voir <https://www.ntfelcac.org>)

Le NTF-ELCAC a institutionnalisé les « étiquettes rouges » et intensifié les campagnes de persécution des défenseurs des droits de la personne. Le gouvernement marque comme « rouges » toutes les personnes jugées des menaces. Défenseurs des droits de la personne, des droits autochtones et de l'environnement, avocats, journalistes, opposants politiques, chefs religieux, dirigeants syndicaux et même des acteurs sont ainsi étiquetés comme « terroristes » ou « communistes » sans fondement crédible ou recevable et en violation des droits de la défense. Dans de nombreux cas, ces personnes sont ensuite assassinées, agressées ou arrêtées. (Commission internationale de juristes, *Philippines: Cease dangerous practice of red-tagging human rights defenders*)

Sous l'impulsion du NTF-ELCAC, les services essentiels de même que les programmes socioéconomiques et de développement sont militarisés au nom de la lutte contre le terrorisme. La majeure partie du budget du NTF-ELCAC va au Programme de développement des barangays (BDP), qui incite ces unités administratives locales à mener des opérations visant à éliminer l'« influence des rebelles ». (Voir <https://www.nfelcac.org>)

Karapatan rapporte que la militarisation des services essentiels et des programmes de développement a engendré des violations des droits de la personne. Le BDP encourage et récompense l'assassinat, l'arrestation, le harcèlement et la reddition (forcée ou factice) des leaders communautaires, des défenseurs et défenseuses des droits de la personne et des militants et militantes qui, selon les autorités locales, sont des terroristes et menacent l'État. De plus, les barangays les mieux subventionnés par le BDP se trouvent dans les régions où l'on dénombre le plus d'arrestations et d'exécutions extrajudiciaires. En 2019, le ministère de l'Éducation, un organe de mise en œuvre du NTF-ELCAC, a fermé 55 écoles alternatives dans le sud de l'île de Mindanao. Ces écoles avaient été créées par les Autochtones des villages ruraux pour que leurs enfants aient accès à une éducation de base adaptée à leur culture. Prétendant qu'on y formait des rebelles, les forces armées ont mené des attaques contre ces écoles et les ont occupées, tuant au passage des responsables, des membres du personnel et des élèves. (Rappler, « *Lumad schools continue to suffer closures, attacks during pandemic* », 18 Sept. 2020)

En juillet 2020, le gouvernement a adopté une loi antiterroriste qui lui permet de porter atteinte aux droits fondamentaux des dissidents au nom de la lutte contre le terrorisme. Toutefois, la définition du terrorisme qui s'y trouve est exagérément floue, et permet de criminaliser le simple fait de critiquer le gouvernement et avalise les arrestations arbitraires et les détentions prolongées sans mise en accusation. Même l'exercice des droits civiques (défense d'intérêts, manifestation pacifique, aide humanitaire, etc.) pourrait être jugé comme un acte terroriste par les forces de l'ordre.

De cette loi est aussi né le Conseil antiterrorisme, dont la plupart des membres siègent au Cabinet et occupent d'importants postes au NTF-ELCAC. Le Conseil peut apposer l'étiquette « terroriste » arbitrairement à des personnes et à des organisations et geler leurs comptes bancaires sans avoir à se justifier. La définition élargie du terrorisme dans la loi a entraîné l'arrestation et la détention de nombreux militants et militantes, notamment pour les droits de la personne, et le gel de comptes bancaires d'organisations non gouvernementales, comme le Centre Haran et les Rural Missionaries of the Philippines.

Conclusion

Le gouvernement des Philippines a combiné une loi abusive et une campagne antiterrorisme — et les mécanismes de mise en œuvre qui en découlent —, ce qui a engendré des violations systémiques et à grande échelle des droits de la personne. Il s'agit là essentiellement d'une déclaration de guerre aux défenseurs des droits de la personne, aux avocats, aux juges, aux procureurs, aux militants, aux opposants politiques, aux syndicats, aux agriculteurs, aux dirigeants communautaires ou religieux, aux journalistes, aux environnementalistes, aux défenseurs des droits autochtones et à quiconque se prévaut de ses droits civiques et démocratiques.

Ces politiques et programmes de prévention et d'intervention ne sont donc pas conformes aux normes et aux obligations internationales en matière de lutte contre le terrorisme et de droits de la personne.

En offrant du soutien financier, logistique et technique au gouvernement des Philippines, le Canada contribue bien malgré lui à une campagne « antiterrorisme » répressive et douteuse, qui bafoue les droits et les libertés, traite les dissidents comme des ennemis de la nation et en fait des cibles.

Le Canada risque donc d'être le complice de violations flagrantes et systémiques des droits de la personne résultant des politiques et des programmes de lutte contre le terrorisme du gouvernement des Philippines.

Signataires du Brief

International Coalition for Human Rights in the Philippines – Canada

Anglican Church of Canada

The United Church of Canada

MiningWatch Canada

Public Service Alliance of Canada

Partera Peacebuilding Partnership

KAIROS : Canadian Ecumenical Justice Initiatives/KAIROS : Initiatives œcuméniques

Canadiennes pour la justice

Inter Pares

Études contemporaines et transdisciplinaires sur l'Asie du Sud-Est – Université de Montréal

Hospital Employees Union

Mining Justice Alliance (Vancouver)

Vancouver and District Labour Council

The Filipino Network of The United Church of Canada

Latin American and Caribbean Solidarity Network

Malaya Canada

Bayan Canada

Pinay

Migrante Canada

Anakbayan Canada

Canada Philippine Solidarity for Human Rights

Canada Philippine Solidarity Organization